

Expulsion de sans-papiers : le siège bordelais d'Air France occupé samedi matin

Actualité législative publié le 10/01/2011, vu 2828 fois, Auteur : Maïlys DUBOIS

Un collectif dénonce la participation de la compagnie à l'expulsion de sans-papiers.

Une trentaine de personnes s'est retrouvée devant le siège bordelais d'Air France samedi matin pour dénoncer la participation de la compagnie à l'expulsion de sans-papiers. Photo anthony cerveaux

Une trentaine pour dénoncer les expulsions de sans-papiers.

Une trentaine réunie par le collectif Stop Expulsion 33 qui tente d'enrayer la machine par l'action directe non-violente.

Déclaratins extraites de l'article paru dans le Journal local SUD OUEST - lundi 10 janvier 2011 :

- « Le but de l'opération : faire perdre du temps et de l'argent à la compagnie pour lui faire prendre conscience qu'exploiter la misère peut se révéler coûteux », explique Jean-Charles, membre du comité Stop Expulsion 33. Les activistes se sont fait passer pour des clients en effectuant de fausses réservations durant toute la matinée. Ils ont ainsi découragé les vrais clients et ralenti l'activité commerciale d'Air France. Une occupation pacifique qui a empêché le bon fonctionnement de l'agence. « Les employés ont compris que ça n'avait rien de personnel contre eux », signale Nicolas, également membre du collectif.
- « Il faut essayer d'étendre ce type d'action à la société civile, que tout le monde s'implique et que chacun y voit derrière une démarche citoyenne », indique Jean-Charles.

C'est la seconde action de ce type menée par le collectif qui compte les multiplier. Et pour cause, « En 2006, Air Canada a arrêté de collaborer avec les autorités fédérales pour l'expulsion des sans-papiers, grâce à la pression des citoyens et des actionnaires », raconte Nicolas. Or certains syndicats d'Air France se battent déjà contre les expulsions. « Maintenant, il faut que les actionnaires comprennent aussi que le fait d'expulser des sans-papiers nuit à leur image. »

« On a un pouvoir de citoyen mais aussi de consommateur pour essayer de moraliser le capitalisme, glisse Jean-Charles, d'autant que la moralisation du capitalisme, c'est à la mode en ce moment », ajoute-t-il en rigolant. Ce type d'action est déjà présent à Marseille et à Paris. « Ici c'est le début, il faut maintenant essayer de les développer un maximum. »

Souce : Journal du Sud Ouest extrait de l'article. parution lundi 10 janvier 2011 Gironde - Bordeaux